



Communiqué de presse

Paris, 9 mars 2011

CORÉE : UN AUTRE FIASCO POUR LA DIPLOMATIE FRANÇAISE

Le gouvernement français a sacrifié la défense des intérêts de la France à ceux d'une puissance étrangère, la Corée du Sud.

En ce début d'année 2011, les bouleversements politiques en Afrique du Nord et au Proche-Orient ont montré l'incapacité de la diplomatie française à anticiper et comprendre les évolutions dans cette partie du monde. A ce propos, dans une tribune publiée le 22 février, des diplomates français, réunis dans le collectif « Marly », ont dénoncé l'« *amateurisme* », l'« *impulsivité* », les « *préoccupations médiatiques* » et le « *manque de cohérence* » de la diplomatie française.

Œuvrant depuis 1969 pour que la France entretienne des relations équilibrées avec les deux parties de la Corée divisée, l'Association d'amitié franco-coréenne (AAFC) ne peut que prendre acte d'un autre fiasco de la diplomatie française : sur la question nord-coréenne, le gouvernement français a sacrifié la défense des intérêts de la France à ceux d'une puissance étrangère.

Du 9 au 13 novembre 2009, Jack Lang, représentant spécial du président Nicolas Sarkozy, s'est rendu en République populaire démocratique de Corée (RPDC, Corée du Nord) avant de proposer l'ouverture d'un bureau de coopération humanitaire et culturelle à Pyongyang, première étape vers l'établissement de relations diplomatiques complètes entre la République française et la RPDC. Dans ses échanges avec l'AAFC, Jack Lang s'était réjoui d'une convergence de points de vue.

Un an et demi plus tard, cette proposition est restée lettre morte, malgré les questions écrites répétées, sans réponse à ce jour, de parlementaires de diverses sensibilités politiques.

Pire : la réponse aux questions des députés et sénateurs français est venue de Séoul.

Le 25 février 2011, dans un entretien accordé à l'agence de presse sud-coréenne Yonhap, l'ambassadeur de la République de Corée (du Sud) en France a donné publiquement le « la » de la diplomatie française : « *la France est notre allié fidèle et a fait savoir qu'elle a suspendu les négociations avec Pyongyang pour l'ouverture d'un bureau permanent de coopération culturelle et scientifique après les provocations nord-coréennes contre le Sud, à savoir le torpillage du Cheonan en mars 2010 et l'attaque sur l'île de Yeonpyeong en novembre dernier.* »

« *Torpillage du Cheonan* » ? Tel n'est pas l'avis de la Chine, de la marine russe, de scientifiques indépendants, ni d'un ancien expert de la commission d'enquête officielle américano-sud-coréenne. Mais la France veut-elle seulement se donner les moyens d'une expertise indépendante ?

Aujourd'hui, **la politique de la France à l'égard de la Corée du Nord ne se décide plus à Paris, mais à Séoul**, faisant de la France un des deux derniers pays de l'Union européenne à ne pas avoir reconnu la RPDC. Cette situation n'est pas favorable aux intérêts économiques et stratégiques de la France, laquelle est réduite au rôle de supplétif de la Corée du Sud dont le gouvernement en place depuis 2008 cherche des soutiens pour remettre en cause le rapprochement inter-coréen initié par ses prédécesseurs.

En Corée comme dans le reste du monde, l'Association d'amitié franco-coréenne appelle au retour à une politique étrangère française indépendante et souveraine, dans le respect de la tradition diplomatique de la France, qui est de reconnaître les États et non les gouvernements, et du rôle que la France aspire à jouer comme membre permanent du Conseil de sécurité des Nations Unies.